

Réponse de la fédération InfraNum à la Consultation publique concernant la Décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales

La fédération InfraNum représente les acteurs industriels des infrastructures du numériques : fabricants de câbles, bureaux d'études, aménageurs, opérateurs d'infrastructure, centres de données, fabricants d'objets connectés et plateformes de données. **Créé en 2012 pour accompagner le plan France Très Haut Débit, elle regroupe aujourd'hui plus de 220 membres répartis sur l'ensemble du territoire français, et fait partie des fédérations fondatrices du Comité Stratégique de Filière des Infrastructures du Numérique.** A ce titre, elle œuvre à l'aménagement numérique durable et inclusif de tous les territoires.

La réponse à la présente consultation est nourrie par le travail engagé depuis plusieurs années au sein de la fédération autour de l'impact environnemental des réseaux. **Ces travaux ont mené à la publication d'un [guide sectoriel sur les bilans d'émissions de gaz à effet de serre, en partenariat avec l'ADEME](#), publié en 2025.** Ce travail a permis une modélisation fine et inédite de différents éléments du réseau, et une mobilisation des acteurs du secteur pour améliorer leur bilan GES afin de mettre en place des actions pertinentes. Aujourd'hui, la commission RSE d'InfraNum s'engage sur les sujets de mesure d'impact, de leviers de décarbonation et d'éco-conception, de réemploi et de circularité. Son objectif est de réduire l'impact environnemental des réseaux en favorisant des méthodologies communes et le partage de bonnes pratiques au sein d'une chaîne de valeur interdépendante et complexe. **A ce titre, elle lance en fin 2025 une opération collective de décarbonation avec une quinzaine d'entreprises du secteur, dans le cadre de l'AAP ACT Pas à Pas de l'ADEME.**

La réponse à la présente consultation consolide le retour des opérateurs d'infrastructures (au sujet de l'annexe C) et des opérateurs de centres de données (au sujet de l'annexe B et F), ayant chez InfraNum la particularité d'être des centres de données dit « de proximité » ou « territoriaux », c'est-à-dire des centres de petite et moyenne taille, en majorité en collocation. **Nous espérons poursuivre les échanges avec les services de l'ARCEP sur les sujets soulevés.**

Question 4 : Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur la segmentation de la consommation énergétique des réseaux de collecte et de cœur de réseau envisagée ?

Question 5 : Quelles difficultés d'ordre méthodologique / opérationnel ou limites ces indicateurs pourraient-ils, selon vous, entraîner ?

Réponse : La segmentation entre réseau de collecte et cœur de réseau fibre et mobile ne semble pas adaptée au modèle français des RIP et à la forte mutualisation des réseaux qu'il induit. En effet, cette mutualisation a conduit, à date, à ne pas décomposer la consommation énergétique du réseau de collecte tel que prévu par cette décision. Par cette mutualisation entre différentes technologies et opérateurs au niveau des équipements de collecte, qui réduit l'impact global du réseau, les opérateurs d'infrastructures et de backbone ne seront pas aujourd'hui en mesure de segmenter finement la consommation électrique du réseau de collecte fixe en cas de sollicitation (par exemple par les OCEN). La mise en place d'une capacité de segmentation de ces mesures nécessite des travaux méthodologiques et des investissements conséquents sur plusieurs années (installations d'équipements de mesure...). Par conséquent, la collecte de l'indicateur de consommation du réseau de collecte fixe n'est pas proportionnée. InfraNum se tient à disposition des services pour approfondir le sujet.

Question 9 : Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux fournisseurs de services d'informatique en nuage ?

Question 10 : Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur la représentativité du marché considéré, compte tenu du seuil proposé ?

Réponse : Le seuil proposé étant relativement bas, il risque de diluer l'information recherchée. Il serait plus pertinent de cibler les fournisseurs au-dessus de 500 kW.

Question 11 : Quelles remarques souhaitez-vous formuler sur les données qu'il est envisagé de collecter ?

Réponse : Les données concernant les GPU et CPU étant des données hautement concurrentielles, la finalité de la collecte d'information gagnerait à être précisée et son anonymité doit être garantie.

Question 12 : Quelles difficultés d'ordre méthodologique / opérationnel ou limites ces indicateurs pourraient-ils, selon vous, entraîner ?

Réponse : Les données demandées touchent à des domaines fortement concurrentiels, ce qui risque de limiter l'aboutissement de la collecte.

Certaines données sont demandées aux fournisseurs d'informatique en nuage ainsi qu'aux centres de données, qui vont recueillir ces informations auprès de leurs clients. En cas de coopération client, les données seront alors collectées en double. En cas de clients trop nombreux, cette coopération sera au contraire difficile à obtenir, et l'information sera au mieux fragmentée. Cette limite concerne les indicateurs de trafic entrant et sortant, ainsi que la capacité des serveurs. Ces indicateurs ne devraient être demandés qu'aux fournisseurs d'informatique en nuage ou centres de données propriétaires de leurs serveurs.

Question 13 : Quelles remarques souhaitez-vous formuler concernant les modalités de restitution des indicateurs par l'Arcep ?

L'anonymité et la confidentialité des données doit être garantie dans toute communication : à partir du recoupement de la localisation et de la puissance, des centres de données individuels peuvent être identifiés, alors que les informations communiquent des données concurrentielles tels que le taux de remplissage.

Question 14 : Quelles autres remarques souhaitez-vous formuler sur l'ensemble des indicateurs présents dans la décision de collecte de données environnementales ?

Il est important de bien identifier les informations qui se recoupent : par exemple, la consommation d'électricité et d'eau d'un acteur cloud (qui possède des serveurs) sera redondante en partie avec la consommation d'eau et d'électricité du datacenter dans lequel il est hébergé (ce ne sont pas des données cumulatives).

Les centres de données ont également été sollicités (et leurs clients par conséquent) par la DGEC dans le cadre des déclarations liées à la directive DEE. Il serait pertinent de recouper ces informations pour éviter les sollicitations doubles (notamment sur le recyclage des serveurs).

Enfin, une segmentation supplémentaire distinguant les centres de données en colocation uniquement serait souhaitable. Ces centres de données ne sont pas propriétaires des serveurs, qui dépendent d'un nombre élevé de clients différents aux besoins hétérogènes (taille, secteur d'activité...). Les indicateurs concernant la capacité informatique des serveurs et des équipements de stockage, la bande passante du trafic entrant et sortant, et le trafic de données entrant et sortant, ne peuvent être collectés par ces centres de données. Il est suggéré que

l'enquête extrapole ces indicateurs à partir des données d'autres centres de données (non en colocation).